

**Accord collectif national**  
**ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES,**  
**RURAUX ET FORESTIERS**

---

ACCORD DU 25 MARS 2014  
RELATIF AU PLAN D'ÉPARGNE INTERENTREPRISES (PEI)

NOR : AGRS1497239M

Entre :

La FNEDT,

D'une part, et

La FGA CFDT ;

La FGTA FO ;

La CFTC-Agri ;

Le SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Objet*

Le présent accord, portant création d'un plan d'épargne interentreprises (PEI) facultatif, a pour objet le développement de l'épargne salariale au sein des entreprises de travaux agricoles définies au 1<sup>o</sup> de l'article L. 722-2 du code rural et de la pêche maritime et des entreprises de travaux forestiers définies à l'article L. 722-3 du même code sur l'ensemble du territoire français (métropole).

Le présent PEI a pour objet de permettre aux salariés de l'entreprise de se constituer, avec l'aide de celle-ci, une épargne investie dans un portefeuille collectif de valeurs mobilières.

En outre, le présent PEI vaut également dispense de conclusion d'accord de participation volontaire conformément à l'article L. 3333-5 du code du travail pour les entreprises de moins de 50 salariés non soumises au régime obligatoire de la participation. Ainsi les entreprises relevant du champ d'application professionnel et géographique du présent accord qui se soumettent volontairement à la participation sont dispensées de conclure un accord de participation dans leur entreprise. Elles doivent alors se conformer aux dispositions du présent accord, et plus particulièrement aux dispositions de l'article 11 ci-dessous.

Le présent accord constitue le règlement de plan d'épargne interentreprises.

Sont annexés <sup>(1)</sup> au présent accord :

- la liste des instruments de placement et les critères de choix des FCPE ;
- les documents d'information clé pour l'investisseur (DICI) des FCPE ;
- les conditions particulières valant bulletin d'adhésion ;
- l'annexe tarifaire.

## **Article 2**

### *Champ d'application*

Le présent accord est applicable, sur l'ensemble du territoire français (métropole), aux entreprises de travaux agricoles définies au 1° de l'article L. 722-2 du code rural et de la pêche maritime et aux entreprises de travaux forestiers définies à l'article L. 722-3 du même code sur l'ensemble du territoire français (métropole).

## **Article 3**

### *Caractère facultatif de l'adhésion au dispositif*

Peut adhérer de façon facultative au présent PEI l'ensemble des entreprises visées à l'article 2 du présent accord.

Egalement, les entreprises sont libres d'accéder au PEE ou au PEI de leur choix en dehors du cadre du présent accord. De même, les PEE ou PEI existant dans les entreprises à la date de prise d'effet du présent accord PEI ne sont pas remis en cause. Toutefois, ces entreprises ont la possibilité de se soumettre au présent accord après dénonciation de leur dispositif.

## **Article 4**

### *Bénéficiaires*

Peuvent effectuer des versements sur le présent PEI :

- tout salarié qui justifie, à la date de son premier versement, d'une durée minimale d'ancienneté de 3 mois dans l'entreprise adhérente. L'ancienneté requise prend en compte tous les contrats de travail exécutés au cours de l'année au titre de laquelle les versements sont effectués dans le plan et des 12 mois qui la précèdent ;
- dans les entreprises dont l'effectif habituel comprend au moins 1 et au plus 250 salariés, les chefs de ces entreprises ou, s'il s'agit de personnes morales, leurs présidents, directeurs généraux, gérants ou membres du directoire ainsi que le conjoint du chef d'entreprise s'il a le statut de conjoint collaborateur ou de conjoint associé mentionné à l'article L. 121-4 du code de commerce peuvent participer dans les mêmes conditions que les salariés au présent PEI ;
- peuvent également participer dans les mêmes conditions au PEI les salariés d'un groupement d'employeurs mis à disposition de l'entreprise.

Les retraités peuvent continuer à effectuer des versements au présent PEI, à condition d'avoir effectué au moins un versement avant leur départ à la retraite et de ne pas avoir demandé le déblocage de la totalité de leurs avoirs. Ces versements sont effectués dans les mêmes conditions que pour les salariés mais ne bénéficient ni de l'abondement de l'entreprise, ni de la prise en charge des frais visés au 8.1 du présent PEI.

Les anciens salariés autres que les retraités peuvent rester adhérents au PEI sans pouvoir continuer à effectuer des versements sur celui-ci, à l'exception du versement de l'intéressement ou de la participation afférents à la période d'activité précédant leur départ. Ils ne peuvent ni prétendre au bénéfice de l'abondement de l'employeur sur ce versement, ni à la prise en charge des frais visés au 8.1 du présent PEI.

Les bénéficiaires du présent accord au titre de la participation volontaire sont visés au 11.1 du présent règlement.

---

(1) Ne constituant pas un dispositif juridique sujet à extension, ces annexes ne sont pas publiées au BOCC.

## Article 5

### *Adhésion des bénéficiaires*

L'entreprise qui souhaite adhérer au PEI le fait par signature des conditions particulières valant bulletin d'adhésion remis par l'organisme gestionnaire des fonds et qui précise les modalités de gestion du contrat. Cette adhésion emporte acceptation pleine et entière du présent PEI. Elle est notifiée au teneur de compte et à la société de gestion.

Sous réserve de l'adhésion de l'entreprise au présent PEI, le premier versement du bénéficiaire (visé à l'article 4) au PEI entraîne de fait son adhésion au plan.

## Article 6

### *Intervenants au plan <sup>(2)</sup>*

#### 6.1. Gestion des fonds

L'organisme gestionnaire des fonds, ci-après dénommé « la société de gestion », est chargé de constituer les portefeuilles collectifs et de vérifier la performance des fonds, agit pour le compte des porteurs de parts qui sont copropriétaires des FCPE et les représente à l'égard des tiers pour tous les actes intéressant leurs droits et obligations.

AGRICA épargne, société par actions simplifiée au capital de 3 M€, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le n° 449 912 369, dont le siège social est 21, rue de la Bienfaisance, 75382 Paris Cedex 08, agréée par l'Autorité des marchés financiers sous le numéro d'agrément AMF GP 04 005, gère quatre fonds communs de placement d'entreprise (FCPE) cités à l'article 12 du présent PEI.

AGRICA épargne distribue deux FCPE cités à l'article 12 et gérés par Amundi, société anonyme au capital de 578 002 350 €, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le n° 437 574 452, dont le siège social est 90, boulevard Pasteur, 75015 Paris, agréée par l'Autorité des marchés financiers sous le numéro d'agrément GP 04000036.

#### 6.2. Teneur de compte conservateur de parts

Le teneur de compte conservateur de parts est Amundi Tenue de Comptes (filiale d'Amundi), société anonyme au capital de 24 M€, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le n° 433 221 074, dont l'adresse postale est 26956 Valence Cedex 9, ci-après dénommé « le teneur de compte ». Le teneur de compte tient un compte individuel pour chaque porteur de parts, est l'interlocuteur de ce dernier pour toute question relative à son compte et l'informe dans les conditions indiquées à l'article 19 du présent PEI.

#### 6.3. Dépositaire

Le dépositaire des FCPE est CACEIS Bank France, société anonyme au capital de 310 M€, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le n° 692 024 722, dont le siège social est 1-3, place Valhubert, 75013 Paris, ci-après dénommé « le dépositaire ».

#### 6.4. Teneur de registre

La fonction de teneur de registre est déléguée à Amundi Tenue de Comptes.

Ce registre comporte pour chaque porteur de parts un compte administratif retraçant les sommes affectées au PEI, la ventilation des investissements réalisés et les délais d'indisponibilité restant à courir.

Les porteurs de parts sont informés de la vie de ce compte dans les conditions prévues à l'article 19 du présent PEI.

---

(2) Tout changement de dénomination sociale des intervenants au plan s'appliquera de plein droit.

## Article 7

### *Ressources du plan*

Ce PEI peut recevoir :

- les versements volontaires facultatifs des salariés ;
- la totalité ou une partie des primes d'intéressement ou des suppléments d'intéressement ;
- la totalité ou une partie des droits à participation ou des suppléments de participation ;
- la totalité ou une partie des sommes correspondant à la valeur monétaire des droits accumulés dans le compte épargne-temps (CET) ;
- les sommes provenant de l'abondement de l'entreprise, si celle-ci le souhaite.

Le présent PEI peut également recevoir :

- les sommes provenant d'un transfert individuel des avoirs détenus par un bénéficiaire dans un PEE, un PEG ou un PEI, qu'il y ait rupture ou non du contrat de travail et que ce transfert intervienne au cours ou à l'issue de la période d'indisponibilité ;
- les sommes déjà investies en compte courant bloqué ou en FCPE provenant de la participation, qu'il y ait rupture ou non du contrat de travail. Ce transfert peut intervenir pendant la période d'indisponibilité ou sans délai à l'issue de cette période ;
- les sommes provenant d'un transfert collectif des avoirs détenus dans un PEE, un PEG ou un PEI ;
- et, plus généralement, toutes sommes admises par la législation et la réglementation.

Concernant les sommes transférées, les périodes de blocage déjà courues sont prises en compte pour le calcul du délai d'indisponibilité restant à courir sur le présent PEI. Les sommes ainsi transférées ne donnent pas lieu à abondement de l'employeur et ne sont pas comprises dans le plafond maximum annuel des versements du bénéficiaire.

## Article 8

### *Frais et contribution*

#### 8.1. Frais de tenue de registre et de tenue de compte conservation de parts

Les frais de tenue de registre et de tenue de compte conservation de parts sont pris en charge par l'entreprise dans les conditions visées en annexe du présent règlement.

Pour les salariés ayant quitté l'entreprise, les frais de tenue de compte individuel sont à leur charge à compter de l'exercice suivant leur départ de l'entreprise, et ce tant que ces derniers conservent des avoirs dans le PEI. Ces frais sont prélevés annuellement par rachat de parts sur les comptes des participants concernés.

En cas de liquidation d'une entreprise adhérente au présent plan, les frais de tenue de compte individuel dus postérieurement à la liquidation sont à la charge du bénéficiaire.

#### 8.2. Commissions de souscription (droits d'entrée) dans les FCPE

Les droits d'entrée dans les FCPE sont à la charge des porteurs de parts.

Ces derniers en sont informés préalablement par des moyens appropriés.

Les entreprises qui décident de prendre à leur charge les droits d'entrée dans les FCPE devront mentionner ce choix à l'organisme gestionnaire des fonds et au teneur de compte et en informer leurs salariés.

### 8.3. Frais de fonctionnement, de gestion des fonds et autres frais indirects

Les frais de fonctionnement et de gestion du fonds (frais de gestion financière, de gestion administrative et comptable, de conservation, de conseil de surveillance, etc.) ainsi que les frais indirects sont prélevés sur les actifs des FCPE et sont donc supportés par les bénéficiaires.

### 8.4. Abondement de l'entreprise

Les entreprises qui le souhaitent ont la faculté de compléter les versements des bénéficiaires par un abondement dans le respect des règles légales et réglementaires en vigueur (notamment, respect du caractère collectif).

Les entreprises choisissent, le cas échéant, selon l'origine des versements (versements volontaires facultatifs, intéressement, participation, supplément d'intéressement ou de participation, sommes provenant du CET), le(s) niveau(x) d'abondement(s) applicable(s) aux versements, dans les fourchettes et selon les paliers suivants :

a) Le taux d'abondement doit être compris entre 5 % et le taux maximum légal mentionné à l'article L. 3332-11 du code du travail (soit un maximum de 300 %), et ce par tranche de 5 ;

b) Le plafond d'abondement, dans la limite du plafond maximum légal mentionné à l'article R. 3332-8 du code du travail (soit un maximum de 8 % du plafond annuel de la sécurité sociale), doit être exprimé :

- soit en euros, avec un montant minimum de 100 €, par tranche de 100 ;
- soit en pourcentage du plafond annuel de la sécurité sociale, avec un minimum de 1 %, par tranche de 1.

L'entreprise peut choisir une formule simple ou dégressive.

Les entreprises devront mentionner leur choix à la société de gestion et au teneur de compte, et ce par l'intermédiaire des conditions particulières valant bulletin d'adhésion de l'entreprise.

L'abondement doit être affecté au PEI concomitamment aux versements des bénéficiaires ou, au plus tard, à la fin de chaque exercice et, en tout état de cause, avant le départ du bénéficiaire de l'entreprise.

En l'absence de modification, les modalités d'abondement choisies par l'entreprise sont applicables sur une année civile et par tacite reconduction. Néanmoins, les modalités d'abondement retenues pourront faire l'objet d'une modification qui devra intervenir préalablement aux premiers versements de l'année civile.

Il est précisé que toute modification devra être portée à la connaissance des bénéficiaires du plan par tout moyen approprié (affichage sur les emplacements réservés à la communication au personnel ou information individuelle) préalablement à tout versement.

En cas de modification des conditions d'abondement, la formule choisie doit être portée à la connaissance de la société de gestion et du teneur de compte.

En tout état de cause, l'entreprise s'engage à respecter le principe de non-substitution de l'abondement à un élément de rémunération, au sens de l'article L. 242-1 du code de la sécurité sociale, en vigueur dans l'entreprise au moment de l'adhésion ou qui devient obligatoire en vertu de règles légales ou contractuelles.

Les anciens salariés qui affecteront au plan d'épargne l'intéressement ou la participation perçus au titre de leur dernière période d'activité ne bénéficieront en aucun cas de l'abondement tel qu'il est défini dans le présent article. De même, cet abondement ne pourra en aucun cas porter sur les sommes disponibles et/ou indisponibles issues d'un transfert conformément à l'article 7.

## Article 9

### *Régime fiscal et social*

L'abondement n'a pas le caractère de rémunération au sens de l'article L. 242-1 du code de la sécurité sociale, ni le caractère d'élément de salaire pour l'application de la législation du travail.

Pour le bénéficiaire, l'abondement est exonéré de charges sociales mais supporte la CSG et la CRDS et n'est pas soumis à l'impôt sur le revenu.

Pour l'entreprise, l'abondement est déductible du bénéfice pour l'assiette de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu selon le cas, est exonéré de charges sociales et de taxes sur les salaires mais supporte la cotisation dite « forfait social ».

Il est précisé que pour ouvrir droit aux exonérations fiscales et sociales, l'abondement ne peut être supérieur par année civile et par bénéficiaire au triple de la contribution de celui-ci et au plafond prévu par les articles L. 3332-11 et R. 3332-8 du code du travail.

Les plus-values constatées lors de la délivrance des parts des FCPE supportent la CSG et la CRDS et, le cas échéant, des prélèvements et contributions obligatoires fixés par la réglementation sociale et fiscale.

Toute modification des contributions fiscales et sociales suite à une évolution législative ou réglementaire s'appliquera de plein droit au présent PEI.

## Article 10

### *Modalités d'alimentation du PEI*

Les versements au plan d'épargne seront, par FCPE, du montant minimum indiqué dans chacun des documents d'information clé pour l'investisseur (DICI) des FCPE, lesquels sont annexés au présent PEI. Sur les bases des ressources du plan visées à l'article 7 du présent accord, il est précisé les modalités d'alimentation suivantes :

#### Versements volontaires des bénéficiaires

Ce PEI reçoit les versements volontaires des bénéficiaires, qui ne pourront excéder, par année civile, le quart de la rémunération annuelle brute perçue par le salarié au titre de l'année du versement. Cette limite s'applique aux versements volontaires, y compris intéressement et affectation des droits issus du compte épargne-temps.

Le montant total annuel des sommes versées par le chef d'entreprise ne peut excéder le quart de son revenu professionnel imposé à l'impôt sur le revenu au titre de l'année précédente. Dans le cas d'une personne morale, le montant total annuel des sommes versées par le président, les directeurs généraux, gérants ou membres du directoire ne peut excéder le quart des rémunérations perçues au titre des fonctions exercées dans l'entreprise et dont le montant est imposé à l'impôt sur le revenu dans la catégorie des traitements et salaires.

Les versements annuels du conjoint du chef d'entreprise ayant le statut de conjoint collaborateur ou de conjoint associé ainsi que les versements des salariés dont le contrat de travail est suspendu et qui n'ont perçu aucune rémunération au titre de l'année précédente ne pourront excéder le quart du plafond annuel de la sécurité sociale.

Le montant total annuel des sommes versées par les retraités ne peut excéder le quart de leur pension de retraite.

Pour apprécier les plafonds indiqués, doivent être pris en considération tous les plans d'épargne salariale auxquels le bénéficiaire participe.

## Versements volontaires programmés ou exceptionnels

Les versements pourront être effectués sur le PEI à tout moment soit de façon programmée par prélèvement et selon une périodicité (mensuelle, trimestrielle ou semestrielle) définie par les bénéficiaires, soit de façon exceptionnelle, par chèque ou par prélèvement.

Ces derniers transmettent leur bulletin de versement directement au teneur de compte, qui se charge, le cas échéant, du calcul de l'abondement. Chaque versement doit préciser l'affectation désirée.

## Intéressement

Lorsque le bénéficiaire décide d'affecter sa prime d'intéressement, en totalité ou en partie, au PEI, il doit le faire dans les 15 jours suivant sa perception, selon les modalités retenues par l'entreprise.

Les sommes ainsi versées au plan sont exonérées de l'impôt sur le revenu dans la limite du plafond prévu aux articles L. 3315-2 et L. 3315-3 du code du travail.

Le cas échéant, le teneur de compte calcule l'abondement pour l'entreprise.

## Sommes provenant du compte épargne-temps (CET)

Si l'accord du CET le permet, le bénéficiaire peut affecter au présent PEI la totalité ou une partie de ses droits accumulés au CET. Il le fait selon les modalités retenues par l'entreprise. Les sommes ainsi transférées sont comprises dans le plafond maximum annuel de versements.

Le cas échéant, le teneur de compte calcule l'abondement pour le compte de l'entreprise.

## Versement de la participation obligatoire ou volontaire

Lorsque le bénéficiaire décide d'affecter sa participation relevant d'un accord obligatoire ou d'un dispositif volontaire, en totalité ou en partie, au PEI, il doit en faire la demande dans les 15 jours suivant la remise du bulletin d'option établi par l'entreprise l'informant du montant qui lui est attribué et dont il peut demander en tout ou en partie le versement. Le versement au PEI s'effectue selon les modalités précisées dans les dispositifs et accords applicables dans l'entreprise. Ces sommes ne sont pas prises en compte dans le plafond du quart de la rémunération annuelle brute prévu dans le présent article.

Les sommes ainsi versées au plan sont exonérées de l'impôt sur le revenu.

Le cas échéant, le teneur de compte calcule l'abondement pour le compte de l'entreprise.

## Article 11

### *Participation volontaire. – Bénéficiaires. – Calcul Répartition. – Versement. – Affectation. – Informations*

Sont concernées par les dispositions suivantes les entreprises dont l'effectif n'atteint pas 50 salariés et qui, dans le cadre de l'adhésion à ce PEI, sur option, s'assujettissent volontairement au régime de la participation.

Ainsi, en application de l'article L. 3333-5 du code du travail, le présent accord peut dispenser la conclusion d'un accord de participation volontaire pour les entreprises de moins de 50 salariés qui ne sont pas assujetties au régime obligatoire de la participation et qui souhaitent, sur option au présent PEI, unilatéralement se doter d'un dispositif de participation. L'entreprise pourra facultativement décider d'appliquer ce présent accord et de retenir les modalités ci-dessous définies. L'entreprise pourra également décider d'appliquer un autre accord de participation.



### 11.1. Bénéficiaires de la participation volontaire

Tout salarié qui justifie d'une durée minimale d'ancienneté de 3 mois dans l'entreprise.

Pour le bénéfice de la participation volontaire, ce présent accord s'applique également, pour les entreprises de moins de 50 salariés, aux chefs de ces entreprises ou, s'il s'agit de personnes morales, à leurs présidents, directeurs généraux, gérants ou membres du directoire, ainsi qu'au conjoint du chef d'entreprise s'il bénéficie du statut de conjoint collaborateur ou de conjoint associé mentionné à l'article L. 121-4 du code de commerce.

### 11.2. Calcul des droits

Dans chaque entreprise, le montant global des droits des bénéficiaires constituant la réserve spéciale de participation (RSP) est calculé selon la formule suivante :

$$\text{Réserve spéciale de participation} = 1/2 (B - 5 \% C) \times (S/VA),$$

dans laquelle :

B représente le bénéfice net de l'entreprise, tel que visé à l'article L. 3324-1 du code du travail ;

C représente les capitaux propres de l'entreprise, tels que définis par l'article D. 3324-4 du code du travail ;

S représente les salaires versés au cours de l'exercice. Il s'agit des rémunérations au sens de l'article L. 242-1 du code de la sécurité sociale ;

VA représente la valeur ajoutée produite par l'entreprise ; elle est déterminée en faisant le total des postes du compte de résultats énumérés ci-après, pour autant qu'ils concourent à la formation d'un bénéfice réalisé en France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer :

- a) Charges de personnel ;
- b) Impôts, taxes et versements assimilés, à l'exclusion des taxes sur le chiffre d'affaires ;
- c) Charges financières ;
- d) Dotations de l'exercice aux amortissements ;
- e) Dotations de l'exercice aux provisions, à l'exclusion des dotations figurant dans les charges exceptionnelles ;
- f) Résultat courant avant impôt.

### 11.3. Répartition des droits

Les droits sont répartis directement entre tous les salariés bénéficiaires, au sens du 11.1 du présent accord, proportionnellement au salaire brut perçu par chacun au cours de l'exercice concerné, étant précisé qu'il s'agit du salaire au sens de l'article L. 242-1 du code de la sécurité sociale. Le total des salaires servant de base à la répartition proportionnelle est au plus égal à quatre fois le plafond annuel de la sécurité sociale.

Pour les périodes d'absence liées au congé de maternité ou au congé d'adoption et pour les périodes de suspension du contrat de travail consécutives à un accident du travail ou à une maladie professionnelle, les salaires à prendre en compte sont ceux qu'aurait perçus le bénéficiaire s'il n'avait pas été absent.

Pour les dirigeants d'entreprise et conjoints collaborateurs et associés visés au 11.1 du présent accord, la répartition est calculée proportionnellement à la rémunération annuelle ou au revenu professionnel imposé à l'impôt sur le revenu au titre de l'année précédente, plafonnés au niveau du salaire le plus élevé versé dans l'entreprise, de même qu'à quatre fois le plafond de la sécurité sociale et dans les limites de plafonds de répartition individuelle déterminés par l'article ci-après.



#### 11.4. Plafonnement des droits individuels

Le montant des droits susceptibles d'être attribués à un même salarié ne peut, pour un même exercice, excéder une somme égale aux trois quarts du montant du plafond annuel de la sécurité sociale.

Le plafond est calculé au prorata du temps de présence pour les salariés qui n'ont pas accompli une année entière.

Les sommes qui n'auraient pu être mises en distribution en raison de l'application du plafond des droits individuels font l'objet d'une répartition immédiate entre tous les salariés auxquels ont été versées des sommes d'un montant inférieur au plafond des droits individuels. Ce plafond ne peut être dépassé du fait de cette répartition supplémentaire.

Si, au terme de cette redistribution, demeure un reliquat, celui-ci restera dans la réserve spéciale de participation pour être réparti au cours des exercices ultérieurs.

#### 11.5. Versement des droits

Quel que soit le choix du salarié dans l'utilisation de ses droits à participation (blocage/disponibilité immédiate), l'entreprise réalise le versement des sommes avant le premier jour du cinquième mois suivant la clôture de l'exercice au titre duquel la participation est attribuée.

Passé ce délai, l'entreprise complète le versement des sommes par un intérêt de retard égal à 1,33 fois le taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées publié par le ministre chargé de l'économie.

Les intérêts sont versés en même temps que le principal et employés dans les mêmes conditions.

Les sommes affectées au PEI/PERCOI sont exonérées d'impôt sur le revenu. Les revenus provenant des sommes attribuées au titre de la participation et recevant la même affectation sont exonérés dans les mêmes conditions.

Le cas échéant, le teneur de compte calcule l'abondement et le transmet pour paiement à l'entreprise.

#### 11.6. Règles de disponibilité des droits

Dès la répartition faite de la participation, les bénéficiaires ont le choix entre le versement immédiat de leurs droits en tout ou en partie, ou leur affectation au présent plan.

##### Affectation au PEI

Les droits à participation constitués dans le cadre du présent accord sont négociables ou exigibles à l'expiration d'un délai de 5 ans à compter du premier jour du cinquième mois suivant l'exercice au titre duquel les droits sont nés, sauf si le bénéficiaire demande le versement de tout ou partie de ses droits.

La demande de versement immédiat ou d'affectation au PEI peut être présentée à l'occasion de chaque versement des droits à participation.

Conformément à l'article R. 3324-21-1 du code du travail, le bénéficiaire formule sa demande dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la date à laquelle il est présumé avoir été informé du montant qui lui est attribué.

Le bénéficiaire est présumé avoir été informé le jour de la remise contre récépissé du bulletin d'option ou, en cas d'envoi, 7 jours calendaires suivant la date d'envoi du bulletin d'option.

Le bulletin d'option est établi par l'entreprise (ou son délégataire) et informe le bénéficiaire du montant qui lui est attribué et dont il peut demander en tout ou partie le versement.

En l'absence de réponse du bénéficiaire dans les délais, la participation sera affectée par défaut au FCPE monétaire.

En outre, l'entreprise peut payer directement les salariés si les sommes leur revenant n'atteignent pas le montant de 80 € fixé par un arrêté ministériel (art. L. 3324-11 du code du travail).

#### Affectation au PERCOI

En cas d'affectation au PERCOI – lorsqu'il a été mis en place dans l'entreprise – des droits constitués dans le cadre du présent PEI, ceux-ci sont bloqués jusqu'au départ à la retraite, sauf les cas de déblocage anticipé prévus dans le PERCOI. En l'absence de réponse du bénéficiaire dans les délais, la participation sera obligatoirement affectée, conformément à l'article L. 3324-12 du code du travail, pour une première moitié au FCPE monétaire du PERCOI et pour l'autre moitié au FCPE monétaire du PEI.

### 11.7. Information des bénéficiaires

#### Information collective

Les salariés sont informés de l'existence et du contenu du régime de participation volontaire par tout moyen approprié (affichage sur les emplacements réservés à la communication au personnel ou information individuelle).

L'employeur présente, dans les 6 mois qui suivent la clôture de chaque exercice, un rapport relatif au régime de participation au comité d'entreprise ou, à défaut, au délégué du personnel et l'adresse à chaque bénéficiaire présent dans l'entreprise.

Ce rapport comporte notamment :

1° Les éléments servant de base au calcul du montant de la réserve spéciale de participation des salariés pour l'exercice écoulé ;

2° Des indications précises sur la gestion et l'utilisation des sommes affectées à cette réserve.

Lorsque le comité d'entreprise est appelé à siéger pour examiner le rapport relatif au régime de participation, les questions ainsi examinées font l'objet de réunions distinctes ou d'une mention spéciale à son ordre du jour.

Le comité peut se faire assister par l'expert-comptable prévu à l'article L. 2325-35 du code du travail.

#### Information individuelle

La somme attribuée à un bénéficiaire en application du régime de participation volontaire fait l'objet d'une fiche distincte du bulletin de paie.

Cette fiche mentionne :

1° Le montant total de la réserve spéciale de participation pour l'exercice écoulé ;

2° Le montant des droits attribués à l'intéressé ;

3° La retenue opérée au titre de la contribution sociale généralisée et de la contribution au remboursement de la dette sociale ;

4° S'il y a lieu, l'organisme auquel est confiée la gestion de ces droits ;

5° La date à partir de laquelle ces droits sont négociables ou exigibles ;

6° Les cas dans lesquels ces droits peuvent être exceptionnellement liquidés ou transférés avant l'expiration de ce délai ;

7° Les modalités d'affectation par défaut au PERCO-PERCOI, lorsqu'il a été mis en place dans l'entreprise, des sommes attribuées au titre de la participation.

Elle comporte également, en annexe, une note rappelant les règles de calcul et de répartition prévues par l'accord de participation.

Avec l'accord du salarié concerné, la remise de cette fiche distincte peut être effectuée par voie électronique, dans des conditions de nature à garantir l'intégrité des données.

Chaque salarié est informé des sommes et valeurs qu'il détient au titre de la participation dans les 6 mois qui suivent la clôture de chaque exercice.

Si l'accord de participation a été mis en place après que des salariés susceptibles d'en bénéficier ont quitté l'entreprise ou si le calcul et la répartition de la réserve spéciale de participation sont intervenus après un tel départ, la fiche et la note doivent également leur être adressées pour les informer de leurs droits.

Lorsqu'un salarié titulaire de droits à participation quitte l'entreprise sans faire valoir ses droits à déblocage ou avant que l'entreprise n'ait été en mesure de liquider, à la date de son départ, la totalité des droits dont il est titulaire, l'employeur :

1° Lui remet l'état récapitulatif prévu à l'article L. 3341-7 du code du travail ;

2° Lui demande l'adresse à laquelle doivent lui être envoyés les avis de mise en paiement des dividendes et d'échéance des intérêts, des titres remboursables et des avoirs devenus disponibles, et, le cas échéant, le compte sur lequel les sommes correspondantes doivent lui être versées ;

3° L'informe qu'il avisera des éventuels changements d'adresse l'entreprise ou l'organisme gestionnaire.

## **Article 12**

### *Investissement des sommes recueillies par le PEI <sup>(1)</sup>*

Les sommes recueillies par le PEI sont employées à l'acquisition de parts et fractions de parts des fonds communs de placement d'entreprise (FCPE) suivants dans lesquels les bénéficiaires pourront choisir d'affecter leur épargne :

- FCPE AGRICA épargne défensif ;
- FCPE AGRICA épargne prudent ;
- FCPE AGRICA épargne équilibré ;
- FCPE AGRICA épargne dynamique ;

Ces FCPE sont gérés par la société de gestion AGRICA épargne ;

- FCPE Amundi Prem 3 mois - H ;
- FCPE Amundi label équilibre solidaire ;

Ces FCPE sont gérés par la société de gestion Amundi. AGRICA épargne en est le distributeur.

Sont annexés au présent PEI les critères de choix des FCPE ainsi que les documents d'information clé pour l'investisseur (DICI) des FCPE, lesquels précisent notamment l'orientation de placement, la politique de gestion ainsi que les droits et obligations des porteurs de parts.

En cas d'erreur ou d'omission sur le bulletin de versement, l'investissement sera suspendu jusqu'à réception par le teneur de compte de nouvelles instructions de la part du bénéficiaire (pour la participation, en cas d'erreur ou d'absence de réponse du bénéficiaire, voir l'article 11 du présent accord).

## **Article 13**

### *Modification de l'affectation des avoirs (arbitrage)*

Les porteurs de parts ont la faculté d'effectuer à tout moment et individuellement des arbitrages de tout ou partie de leurs avoirs entre les FCPE proposés.

L'arbitrage ainsi réalisé est sans effet sur la durée d'indisponibilité restant à courir et ne donne lieu ni à la perception de commission de souscription, ni à abondement.

---

(1) Tout changement de nom des FCPE s'appliquera de plein droit au présent plan.

## Article 14

### *Délai d'indisponibilité des avoirs*

Les parts inscrites au compte des bénéficiaires ne deviennent disponibles qu'au terme d'une période de blocage de 5 ans. Pour l'appréciation de ce délai, les périodes d'indisponibilité déjà courues des sommes transférées seront prises en compte.

Pour les avoirs acquis au titre de la participation et affectés au présent PEI, la période de blocage débutera le premier jour du cinquième mois suivant la clôture de l'exercice comptable au titre duquel les droits à participation sont nés.

Pour les avoirs acquis au titre des autres versements (versements volontaires facultatifs, intéressement, etc.), la période de blocage débutera à compter du premier jour du septième mois de l'année au cours de laquelle le versement est effectué.

## Article 15

### *Cas de déblocage anticipé*

Selon la législation en vigueur, les bénéficiaires peuvent obtenir le déblocage de leurs avoirs avant l'expiration du délai ci-dessus, sans remettre en cause les avantages fiscaux attachés au présent PEI, dans les cas suivants :

- 1° Le mariage ou la conclusion d'un pacte civil de solidarité par l'intéressé ;
- 2° La naissance ou l'arrivée au foyer d'un enfant en vue de son adoption, dès lors que le foyer compte déjà au moins deux enfants à sa charge ;
- 3° Le divorce, la séparation ou la dissolution d'un pacte civil de solidarité lorsqu'ils sont assortis d'un jugement prévoyant la résidence habituelle unique ou partagée d'au moins un enfant au domicile de l'intéressé ;
- 4° L'invalidité de l'intéressé, de ses enfants, de son conjoint ou de la personne liée par un pacte civil de solidarité. Cette invalidité s'apprécie au sens des 2° et 3° de l'article L. 341-4 du code de la sécurité sociale ou est reconnue par décision de la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées, à condition que le taux d'incapacité atteigne au moins 80 % et que l'intéressé n'exerce aucune activité professionnelle ;
- 5° Le décès de l'intéressé, de son conjoint ou de la personne liée par un pacte civil de solidarité ;
- 6° La cessation du contrat de travail, la cessation de son activité par l'entrepreneur individuel, la fin du mandat social, la perte du statut de conjoint collaborateur ou de conjoint associé ;
- 7° L'affectation des sommes épargnées à la création ou à la reprise par l'intéressé, ses enfants, son conjoint ou son partenaire lié par un pacte civil de solidarité d'une entreprise industrielle, commerciale, artisanale ou agricole soit à titre individuel, soit sous la forme d'une société, à condition d'en exercer effectivement le contrôle au sens de l'article R. 5141-2 du code du travail, à l'installation en vue de l'exercice d'une autre profession non salariée ou à l'acquisition de parts sociales d'une société coopérative de production ;
- 8° L'affectation des sommes épargnées à l'acquisition ou à l'agrandissement de la résidence principale emportant création de surface habitable nouvelle telle que définie à l'article R. 111-2 du code de la construction et de l'habitation, sous réserve de l'existence d'un permis de construire ou d'une déclaration préalable de travaux, ou à la remise en état de la résidence principale endommagée à la suite d'une catastrophe naturelle reconnue par arrêté ministériel ;
- 9° La situation de surendettement de l'intéressé définie à l'article L. 331-2 du code de la consommation, sur demande adressée à l'organisme gestionnaire des fonds ou à l'employeur soit par le président de la commission de surendettement des particuliers, soit par le juge lorsque le déblocage des droits paraît nécessaire à l'apurement du passif de l'intéressé.

Il en sera de même pour tout autre cas fixé ultérieurement par la législation et la réglementation.

La survenance de l'un de ces événements n'entraîne pas automatiquement le déblocage des avoirs. Il appartient au porteur de parts d'en faire la demande, qui peut porter sur la totalité ou sur une partie seulement des avoirs, dans les 6 mois de la survenance du fait générateur, sauf dans les cas de cessation du contrat de travail, de décès du conjoint ou de la personne liée au bénéficiaire par un pacte civil de solidarité, d'invalidité et de surendettement où elle peut intervenir à tout moment.

En cas de décès de l'intéressé, il appartient à ses ayants droit de demander le déblocage des sommes dans les 6 mois du décès. Passé ce délai, les ayants droit seront soumis au régime fiscal des plus-values de cession de valeurs mobilières.

Toute demande de rachat occasionnée par un des cas de déblocage anticipé doit être accompagnée des pièces justificatives. Les avoirs pouvant être débloqués seront attribués au bénéficiaire sous forme d'un versement unique.

## **Article 16**

### *Retrait des avoirs (rachat de parts)*

Les avoirs devenus disponibles du fait de l'expiration de la période d'indisponibilité ou les avoirs dont l'attribution a été demandée par le bénéficiaire suite à la survenance d'un cas de déblocage anticipé sont délivrés en capital en totalité ou en partie. Les avoirs peuvent être maintenus dans le PEI et continuer à bénéficier des exonérations fiscales visées à l'article 9 du présent accord. Le retrait des avoirs entraîne une demande de rachat de parts de FCPE qui doit être transmise au teneur de registre et au teneur de compte.

## **Article 17**

### *Transfert individuel et collectif des avoirs*

Lorsqu'un bénéficiaire quitte l'entreprise et est embauché dans une autre entreprise qui dispose également d'un PEE, d'un PEG, d'un PEI et éventuellement d'un PERCO, PERCOG ou PERCOI, ce dernier peut demander le transfert de ses avoirs vers le ou les plans qu'il a choisis.

Pour ce faire, le salarié communique à l'entreprise qu'il quitte les avoirs qu'il souhaite transférer, le nom et l'adresse de son nouvel employeur et de l'établissement teneur de compte conservateur de parts.

Le teneur de compte ou/et de registre se charge alors d'effectuer le transfert.

Le transfert individuel des avoirs vers un autre plan d'épargne est sans effet sur la durée d'indisponibilité restant à courir. Les avoirs qui sont transférés sur un PERCO ou sur un PERCOI seront indisponibles jusqu'au départ à la retraite.

Ce transfert est à la charge du porteur de parts.

Les transferts collectifs peuvent également s'effectuer.

## **Article 18**

### *Capitalisation des revenus des FCPE*

Les revenus des FCPE souscrits à travers le présent PEI sont automatiquement capitalisés. Il en va de même des avoirs fiscaux et crédits d'impôt attachés aux valeurs mobilières détenues par les fonds communs de placement qui feront l'objet d'une demande de remboursement à l'administration fiscale. Les sommes provenant de cette restitution seront elles-mêmes réemployées. Les revenus ainsi réemployés viennent en accroissement de la valeur globale des avoirs du fonds et, par conséquent, de la valeur de la part et sont exonérés de l'impôt sur le revenu des personnes physiques.

Tous les actes et formalités nécessaires à ce réemploi seront accomplis par le gestionnaire de portefeuille.

## Article 19

### *Information des porteurs de parts*

#### 19.1. Information collective

En cas d'adhésion de l'entreprise au présent PEI, les salariés sont informés du dispositif par tout moyen approprié (affichage sur les emplacements réservés à la communication au personnel ou information individuelle). En cas d'abondement de l'entreprise, les modalités choisies seront remises à chaque bénéficiaire du PEI et à tout salarié nouvellement embauché ou feront l'objet d'un affichage dans l'entreprise sur les emplacements réservés à la communication au personnel.

Tout bénéficiaire qui souhaite détenir le texte du présent accord pourra l'obtenir auprès de l'entreprise.

#### 19.2. Information individuelle

Tout bénéficiaire d'une entreprise adhérente au présent PEI reçoit un livret d'épargne salariale, établi sur tout support durable, présentant l'ensemble des dispositifs d'épargne salariale. Les informations spécifiques au présent PEI seront annexées à ce livret.

Le teneur de compte adresse un relevé de compte une fois par an à chaque porteur de parts. Chaque opération donne lieu à un avis d'opération. Lorsque la réglementation le permet, les opérations à caractère répétitif et systématique donnent lieu à un avis d'opération semestriel.

#### 19.3. Information des salariés lors du départ de l'entreprise

Tout bénéficiaire du présent PEI quittant l'entreprise reçoit un état récapitulatif de l'ensemble de ses avoirs, à insérer dans le livret d'épargne salariale, indiquant :

- l'identité du bénéficiaire ;
- le descriptif des avoirs acquis ou transférés dans l'entreprise par accord de participation et plans d'épargne dans lesquels il a effectué des versements, avec, le cas échéant, mention des dates auxquelles ces avoirs sont disponibles ;
- l'identité et l'adresse du (ou des) teneurs(s) de registre ou du (ou des) teneur(s) de compte conservation auprès duquel (desquels) le bénéficiaire a un compte ;
- les références de l'ensemble des établissements habilités pour les activités de conservation ou d'administration d'instruments financiers, gérant des sommes et valeurs mobilières épargnées ou transférées par le bénéficiaire.

Le teneur de compte est informé du départ de ses salariés ou autres bénéficiaires du présent PEI. Le bénéficiaire est avisé qu'il devra par la suite signaler tout changement d'adresse au teneur de compte.

Lorsqu'un salarié qui a quitté l'entreprise ne peut être atteint à la dernière adresse indiquée par lui, la conservation des parts de FCPE continue d'être assurée par l'organisme qui en est chargé et auprès duquel l'intéressé peut les réclamer jusqu'au terme du délai prévu au 10° *bis* de l'article 135-3 du code de la sécurité sociale (30 ans).

## Article 20

### *Conseil de surveillance*

Chaque FCPE est doté d'un conseil de surveillance conformément à l'article L. 214-39 du code monétaire et financier. La composition, le fonctionnement et les pouvoirs du conseil de surveillance sont précisés par les règlements de chaque FCPE.

Le conseil de surveillance de chaque FCPE se réunit obligatoirement une fois par an pour l'examen du rapport annuel sur les opérations des FCPE, les résultats obtenus, la situation financière avec décompte des frais de gestion et l'inventaire détaillé de l'actif net.



Le rapport annuel des FCPE ou, le cas échéant, le rapport simplifié sont mis à la disposition de chaque porteur de parts sur le site internet dédié à l'épargne salariale ou sont adressés par la société de gestion à tout porteur de parts qui en fait la demande.

## **Article 21**

### *Comité paritaire de suivi*

Un comité paritaire de suivi est mis en place ayant pour objet d'assurer le suivi du présent accord. Ce comité paritaire de suivi est composé d'un représentant par organisation syndicale signataire du présent accord et d'autant de représentants de l'organisation patronale signataire.

## **Article 22**

### *Date d'effet et modification de l'accord*

#### 22.1. Date d'effet et demande d'extension

Le présent accord PEI et ses annexes s'appliquent pour une durée indéterminée après l'expiration du délai de contrôle de conformité de l'administration à compter du jour qui suit son dépôt. La date de dépôt retenue est celle mentionnée sur le récépissé de dépôt à la DIRECCTE compétente, étant précisé que ce dépôt ne pourra intervenir qu'après l'expiration du délai d'opposition. Les parties conviennent d'en demander l'extension. La demande sera effectuée à l'initiative de la partie signataire la plus diligente.

#### 22.2. Modification de l'accord

Le présent accord PEI pourra, à l'initiative de l'une ou l'autre des parties signataires, être modifié par avenant, établi selon la même procédure que sa conclusion. L'avenant devra être adopté 3 mois avant la fin de l'exercice civil, pour prendre effet l'exercice suivant et faire l'objet d'un dépôt selon les mêmes modalités que l'accord initial.

#### 22.3. Dénonciation de l'accord

Le présent accord PEI pourra, à l'initiative de l'une ou l'autre des parties signataires, être dénoncé avec un préavis de 3 mois. S'il n'a pas été remplacé par un nouvel accord dans un délai de 1 an à compter de l'expiration du préavis, les entreprises adhérentes, en accord avec leurs salariés, organiseront le transfert des avoirs acquis vers un autre plan d'épargne salariale. Ce transfert des avoirs vers un autre plan d'épargne est sans effet sur la durée d'indisponibilité restant à courir. Les avoirs qui seront transférés sur un PERCO ou sur un PERCOI seront indisponibles jusqu'au départ à la retraite.

## **Article 23**

### *Litiges*

Les litiges afférents à l'application du présent PEI seront résolus à l'amiable dans le cadre du comité paritaire de suivi, avant d'avoir recours aux juridictions compétentes.

## **Article 24**

### *Dépôt*

Le présent PEI, ses annexes ainsi que ses avenants seront déposés selon les modalités et respect des délais fixés par la réglementation à la DIRECCTE compétente. Un exemplaire de l'accord PEI, son règlement, ses annexes ainsi que ses avenants seront déposés au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Fait à Paris, le 25 mars 2014.

(Suivent les signatures.)